

VOTRE ECONOMIE

Fermeture de la Sogerma : salariés et élus se mobilisent

AERONAUTIQUE. L'annonce de la fermeture de l'usine Sogerma de Mérignac, filiale d'EADS spécialisée dans la maintenance d'avions, a fait l'effet d'un coup de tonnerre. La région se mobilise contre cette catastrophe économique annoncée.

MÉRIGNAC (GIRONDE)
DE NOTRE CORRESPONDANT

UNE VÉRITABLE catastrophe s'est abattue vendredi soir sur les 1 100 salariés de l'usine Sogerma de Mérignac, et sur tout le bassin aéronautique bordelais : le conseil d'administration européen du groupe EADS a décidé, depuis Amsterdam, de fermer ce site de sa filiale de maintenance aéronautique. Le principal argument avancé est le déficit d'EADS Sogerma Services en 2005, affiché à 237 millions d'euros. Pour EADS, les causes seraient la part croissante des pays à bas coût de main-d'œuvre dans la maintenance civile, la perte des marchés de maintenance militaire français, et l'échec de différentes diversifications entreprises.

Dès hier matin, le député-maire PS de Mérignac, Michel Sainte-Marie, a convoqué un conseil municipal extraordinaire sur ce dossier, donnant la parole aux représentants des salariés. « De nouvelles charges de travail nous avaient encore été promises la semaine dernière. En fait, c'est une stratégie mise en place par le groupe depuis plusieurs mois », dénonce Jean-Louis Dauphin de la CFDT. « On nous promet de la mobilité, mais elle ne sera pas possible pour tous. Je crains que la moitié des gens reste sur le carreau. Sans oublier les sous-traitants qui eux n'auront pas de plan social », s'inquiète Vincent Loizeau, de la CGC. Le re-

présentant syndical de la CGT, Bernard Deyse, des larmes dans la voix, demande une opération ville morte. Le PC parle, lui, de 6 000 salariés touchés si l'on tient compte des emplois induits.

Une commission d'enquête demandée sur le dossier EADS

Michel Sainte-Marie évoque un « coup de force inadmissible d'EADS ». Pour lui, « le gouvernement français et Noël Forgeard, le patron d'EADS, affaiblis par ce que l'on sait (NDLR : l'affaire Clearstream), n'ont pas eu l'autorité suffisante face aux Allemands ». Il va demander à François Hollande (PS) d'intégrer le dossier Sogerma au débat sur la motion de censure mardi prochain à l'Assemblée nationale. L'adjoint Vert, Gérard Chausset, demande une commission d'enquête sur le dossier EADS. « On a vu le gouvernement secourir une entreprise japonaise pour 100 emplois en vallée d'Aspe. Il parle de patriotisme économique, mais que fait-il alors qu'il est actionnaire à 15 % d'EADS ? » interroge-t-il.

Le conseil municipal a finalement adopté à l'unanimité une motion de soutien. Elle rappelle qu'EADS a réalisé une année record en 2005 avec 1,7 milliard d'euros de bénéfice, et un chiffre d'affaires de plus de 34 milliards. La motion demande notamment à Dominique de Villepin de réunir dans les plus brefs délais une table ronde pour sauver la Sogerma.

PIERRE SAUVEY



BORDEAUX (GIRONDE), VENDREDI. Des salariés de la Sogerma bloquent les pistes de l'aéroport pour manifester contre la fermeture de l'usine. (PHOTOPQR/« SUD OUEST »/GUILLAUME BONNAUD.)

« Nous n'avons plus rien à perdre »

BERNARD DEYSSE, 50 ans, ajusteur, élu CGT au CE

« LES GENS sont désespérés. Un technicien de 46 ans, père de deux enfants, s'est suicidé il y a trois semaines, un autre salarié de 55 ans a essayé de se pendre hier soir. Il y a des drames humains graves qui se préparent », craint Bernard Deyse, entré à la Sogerma à 17 ans, en 1973. « Dès demain, je pense que les salariés seront présents sur le site, mais qu'ils ne travailleront pas. Je pense que la direction va devoir se mettre dans un bunker, parce qu'il y en a quelques-uns qui vont aller les voir. Nous n'avons plus rien à perdre,

alors des actions très violentes sont possibles », envisage-t-il. « Nous mettons en doute la réalité des chiffres annoncés. Dans le déficit, il y a les provisions pour le plan social. Il y a aussi les avions de luxe qui ont été vendus à perte au Qatar pour qu'Airbus puisse vendre ses appareils aux Emirats », dénonce-t-il. Il rappelle également la construction, en 2004, pour 13 millions d'euros, avec des subventions publiques, d'un hangar pour l'A-380. Ce hall n'a encore vu aucun avion.

P.S.